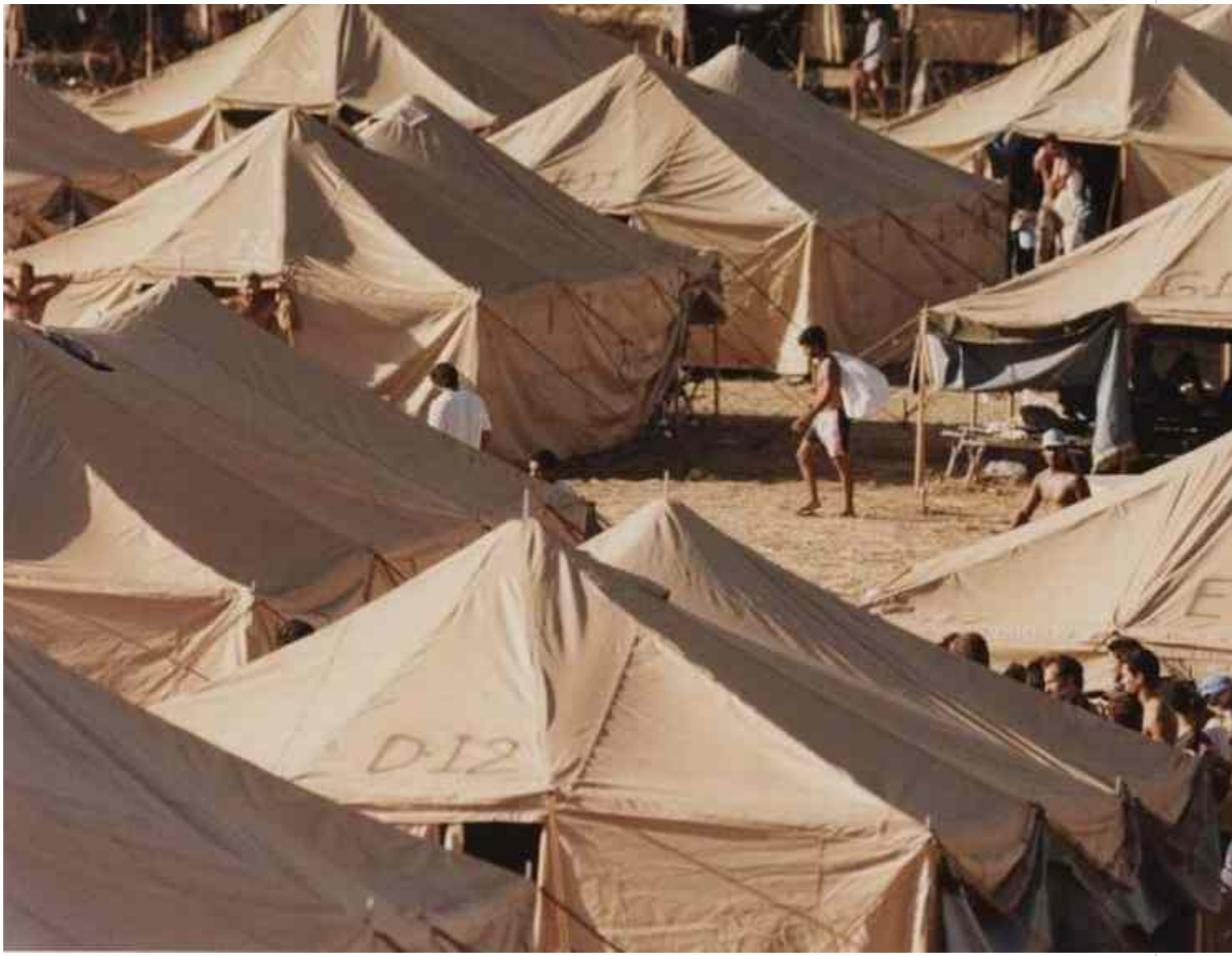
Cuba condamne l'annonce des États-Unis concernant la base navale de Guantanamo



La Havane, 29 janvier (RHC) Le président Miguel Díaz-Canel a qualifié aujourd'hui d'acte de brutalité l'annonce faite par les États-Unis de placer des migrants déportés dans la base navale de Guantanamo, illégalement occupée par le territoire cubain.

« Dans un acte de brutalité, le nouveau gouvernement américain annonce l'emprisonnement à la base navale de Guantanamo, située en territoire cubain illégalement occupé, de milliers de migrants qu'il expulse de force et qui seront placés à côté des prisons connues pour leur torture et leur détention illégale », a critiqué le président sur le réseau social X.

Depuis cette plateforme, le ministre des Affaires étrangères Bruno Rodríguez a également condamné la décision de l'administration américaine et a souligné que l'envoi de migrants dans l'enclave où la nation du Nord a créé des centres de torture et de détention indéfinie constitue un mépris de la condition humaine et du droit international.

Il a souligné que la base navale est située sur le territoire cubain illégalement occupé, en dehors de la juridiction des tribunaux américains.

La secrétaire américaine à la sécurité intérieure, Kristi Noem, a révélé mercredi que le gouvernement envisageait de placer dans la base navale de Guantanamo les migrants expulsés qui sont rejetés par leur pays d'origine.

Lors d'une interview avec Fox News, Noem a déclaré que l'administration Trump « l'évalue et en débat en ce moment même » avant de déterminer « comment nous pouvons utiliser toutes nos ressources pour assurer la sécurité de l'Amérique ».

Sous l'ancien président George W. Bush (2001-2009), une prison a été ouverte en 2002 dans l'enclave pour détenir les terroristes accusés, qui a été la cible d'allégations relatives aux droits de l'homme.

(Source Prensa Latina)

Pour sa part, le Ministère cubain des affaires étrangères a émis la déclaration suivante:

Cuba rejette la décision des États-Unis d'emprisonner des migrants à la base navale de Guantánamo

Cuba rejette la décision annoncée par le président des États-Unis d'utiliser la base navale de Guantánamo pour emprisonner des dizaines de milliers de migrants qu'il a proposé d'expulser de force. Il s'agit d'une démonstration de la brutalité avec laquelle ce gouvernement agit pour soi-disant corriger les problèmes créés par les conditions économiques et sociales dans ce pays, la propre gestion du gouvernement et sa politique étrangère, y compris l'hostilité à l'égard des pays d'origine.

Une grande partie des personnes que les États-Unis expulsent ou ont l'intention d'expulser sont des victimes des politiques de pillage du gouvernement et répondent aux besoins de main-d'œuvre dans l'agriculture, la construction, l'industrie, les services et divers secteurs de l'économie américaine. D'autres sont le résultat de facilités aux frontières pour entrer dans le pays, de règles sélectives et politiquement motivées qui les accueillent en tant que réfugiés, ainsi que des dommages socio-économiques causés par des mesures coercitives unilatérales.

Une grande partie d'entre eux contribuent et ont contribué à l'économie du pays. Ils travaillent, ont des maisons, ont fondé des familles et ont planifié leurs vies respectives aux États-Unis.

Le territoire où il est proposé de les enfermer n'appartient pas aux États-Unis. Il s'agit d'une partie du territoire cubain dans la province orientale de Guantánamo, qui reste occupée militairement, illégalement et contre la volonté de la nation cubaine. Cette installation militaire est internationalement reconnue, entre autres, pour abriter un centre de torture et de détention indéfinie, en dehors de la juridiction des tribunaux américains, où des personnes qui n'ont jamais été jugées ou condamnées pour un quelconque crime ont été détenues pendant une période pouvant aller jusqu'à 20 ans.

Son utilisation irresponsable engendrerait un scénario de risque et d'insécurité dans cette enclave illégale et ses environs ; elle menacerait la paix et se prêterait à des erreurs, des accidents et des interprétations erronées susceptibles d'altérer la stabilité et de provoquer de graves conséquences.

La Havane, 29 janvier 2025

(Extrait de Cubaminrex)

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/375368-cuba-condamne-lannonce-des-etats-unis-concernant-la-base-navale-de-guantanamo

Radio Habana Cuba